5EME REUNION DES RESEAUX INSTITUTIONNELS DE LA FRANCOPHONIE - RAPPORT DE SYNTHESE
(Ouagadougou, les 22 et 23 novembre 2004)

Les 22 et 23 novembre 2004, s'est tenue à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, la cinquième Réunion des Réseaux institutionnels de la Francophonie.

Organisée dans le cadre du dixième Sommet de la Francophonie, cette réunion a regroupé deux jours durant les représentants d'institutions démocratiques et de réseaux institutionnels du monde francophone.

Le thème de cette cinquième rèunion a porté sur:

Réseaux francophones: quelles contributions pour la promotion de l'Etat de droit, de la démocratie et des droits humains.

La cérimonie d'ouverture a eu lieu le lundi 22 novembre 2004 dans la salle de conférence de la C.G.P. sous la Présidence de Monsieur Rock Marc Christian KABORE, à la présence des Présidents d'Institutions, des membres du Gouvernements, du corps diplomatique, de représentants de la société civile et des associations francophones.
Cinq allocutions ont ponctué cette cérémonie, respectivement prononcées par:

- *Monsieur Drissa TRAORE, Président du Conseil constitutionnel du Burkina Faso et Président du comité d'Organisation de la Conférence;*
- *Monsieur Jean Martin NBEMBA, Ministre des droits de l'Homme du Congo;*
- *Monsieur Cissé SOUMAÏLA, Président de l'U.E.M.O.A.;*
- *Madame Christine DESSOUCHES, Déléguée aux droits de l'Homme;*
- *Madame Monique ILBOUDO, Ministre des droits de l'Homme au Burkina Faso;*

Dans son discours d'ouverture Madame Monique ILBOUDO, Ministre chargé des droits de l'Homme du Burkina Faso, représentant le Premier Ministre, a rappelé l'importance des réseaux de soutien à l'Etat de droit, à la démocratie et aux droits humains et l'opportunité qui leur est offerte par le X^{ème} Sommet de la Francophonie, pour se rencontrer et échanger leurs expériences. Elle a indiqué que les travaux de Ouagadougou sont en droite ligne avec les résolutions de la 4ème réunion qui s'est tenue à Marrakech en février 2004. Elle a enfin souhaité aux participants plein succès à ces travaux avant de déclarer ouverte la présente Réunion des Réseaux de la Francophonie.

A l'issue de cette cérémonie d'ouverture, les travaux se sont poursuivis au Relax Hôtel. Plusieurs échanges et réflexions se sont organisés autour de plusieurs thèmes développés en plénière et en ateliers.

En plénière les sous thèmes suivants ont été développés:

1) *La contribution des réseaux à la solidarité francophone.*
2) *La participation des réseaux à la mise en œuvre du dispositif d'observation et d'évaluation permanente des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone.*
3) *Les modalités de partenariat des réseaux avec l'O.I.F. et entre eux.*

Deux ateliers ont été également animés autour des intérêts suivants:

1) *Institutions de la démocratie et de l'état de droit (A.P.F.-C.I.B., C.I.F.A.F., A.I.S.C.C.U.F., A.C.C.P.U.F., A.A.J.U.C.A.F.-A.A.J.F.).*
2) *Conférences des structures gouvernamentales et institutions nationales des droits de l'Homme (A.F.C.N.D.H., A.O.M.F., A.I.F.D.H.D.P., U.C.E.S.I.F., U.F.I.R.C.)*

Lors de la première séance plénière, présidée par Monsieur Luc Adolphe TIAO, Monsieur Cheick OUEDRAOGO,

Président de la Court de Cassation du Burkina Faso, a fait un exposé introductif de la réunion, fondé sur le rapport introductif proposé par le Burkina Faso.

Madame Monique ILBOUDO, Ministre Burkinabé de la Promotion des droits humains a fait un exposé sur le thème de "la contribution des Réseaux francophones à la consolidation d'un espace solidaire pour un développement durable". Elle a souligné la consolidation d'un travail étroit en partenariat en amont par les Réseaux afin de proposer aux chefs d'Etat des sujets de réflexion et d'action nécessaires à la consolidation de la solidarité entre les pays de l'espace francophone.

Les débats ont porté essentiellement sur les thèmes siuvants :

- *de l'effectivité du contrôle par les Réseaux des engagements pris par les Etats sur la base de la déclaration de Bamako ;*
- *de la nécéssité de l'évolution du rôle des Réseaux, de la collecte des informations vers une action effective sur le terrain pour une meilleure application des principes de la démocratie et des droits de l'Homme;*
- *de la vulgarisation de la Déclaration de Bamako et de l'appui aux Institutions/Sécrétariat Général du Gouvernement pour leur adoption dans le droit interne ;*
- *de la création dans les différents pays francophone de comités d'éthique.*

Succédant à Madame la Ministre Monique ILBOUDO, Madame Christine DESOUCHES, Déléguée aux droits de l'Homme et à la démocratie, a introduit le débat sur "l'appui aux institutions des pays en crise ou en sortie de crise". Elle a fait le constat de l'accroissement du rôle des Réseaux dans la mise en œuvre au quotidien de l'Etat de droit et elle a souhaité que ce travail soit amélioré et complété dans le cadre du dispositif du Chapitre V de la Déclaration de Bamako.

Plusieurs représentants d'institutions de la R.C.A., des Comores et de la R.D.C. ont fait était des situations de crise dans leur pays, de l'appui dont ils ont bénéficié de la part de la Francophonie et des différents Réseaux, et ont fait l'état actuel de leurs besoins.

Ces différents témoignages ont tous souligné la nécessité de mette en place des mécanismes de gestion et de prévention des crises et conflits.

La deuxième séance plénière, présidée par Monsieur Idrissa TRAORE, a porté sur "la participation des Réseaux à la mise en œuvre du dispositif d'observation et d'évaluation permanentes des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone".

Au cours de cette séance, trois exposés relatifs au thème ont été présentés :

- *le rappel des principes et des engagements de la Déclaration et du programme d'action de Bamako et les modalités d'implication des réseaux ;*
- *la présentation du dispositif d'observation et d'évaluation permanentes, en liaison avec d'autres mécanismes comme celui retenu au sein du N.E.P.A.D. et participation des Réseaux ;*
- *la présentation du systhème d'information de l'Observatoire de la Délégation aux droits de l'Homme et à la démocratie et du site Internet de l'Espace francophone des droits de l'Homme, de la démocratie et de la paix et des systhèmes partenaires.*

Il faut noter que la présentation du systhème d'Observatoire de la Délégation à la démocratie et aux droits de l'Homme, à travers le site Internet de l'espace francophone des droits de l'Homme de la démocratie et de la paix a suscité

un très vif intérêt de la part des représentants des Réseaux.

En ce qui concerne la troisième séance plénière, les participants ont échangé sur "les modalités de partenariat des réseaux avec l'O.I.F. et entre eux", sous la Présidence de Madame Maria Grazia VACCHINA, Présidente de l'A.O.M.F., Médiateur de la Vallée d'Aoste.

Les participants ont eu l'occasion de prendre connaissance du Projet de cadre stratégique décennal de la Francophonie qui a défini quatre priorités : droits de l'Homme, gouvernance, démocratie, paix et prévention des conflits. Ce projet est soumis à la discussion des Réseaux afin de leur permettre à leur tour d'adapter des projets d'accords cadres individuels. Le projet actuel a proposé les cinq modalités de coopération ainsi qu'il suit :

- *information mutuelle et coordination*
- *soutien de l'O.I.A/A.I.F. aux activités de l'Association*
- *participation de l'O.I.F/A.I.F. aux institutions membres de l'Association*
- *participation de l'Association aux activités de coordination et d'animation des Réseaux institutionnels*
- *participation de l'Association aux activités du Réseau d'information et de concertation.*

Des débats ont permis aux participants d'approfondir leurs préoccupations respectives quant à une bonne coopération avec les structures de l'O.I.F./A.I.F..

Les deux ateliers ont été égalements animés autour des intérêts suivantes :

1) *institutions de la démocratie et de l'état de droit, animé par les organisations suivantes : A.P.F.-C.I.B., C.I.F.A.F., A.I.S.C.C.U.F., A.C.C.P.U.F., A.A.J.U.C.A.F.-A.A.J.F.*
2) *conférence des structures gouvernementales et institutions nationales des droits de l'Homme animée par les organisations suivantes : A.F.C.N.D.H., A.O.M.F., A.I.F.D.H.D.P., U.C.E.S.I.F., U.F.I.R.C..*

Ces ateliers ont été l'occasion de faire le point des réalisation des Réseaux en rapport avec les engagements de Bamako (chapitre 4) formulé des recomandations et propositions :

- *la création de liens entre les différents réseaux internet*
- *la mise en place de mécanismes de questionnaire*
- *la création d'une banque de données d'experts nationaux pouvant répondre aux demandes de telle ou telle institution*

Les membres de l'ateliers s'accordent a considérer que les Réseaux, constitués d'institutions de souveraineté, ne peuvent pas intervenir en temps de crise. Ils sont en revanche favorables a ce que les réseaux constituent un appui en période de transition ou de sortie de crise. Il est par exemple important d'intégrer au plus vite une institution au Réseau.

La 5ème réunion des Réseaux de la Francophonie a recommandé que les travaux de cette importante réunion soient mis à la diasposition de l'ensemble des participants. Puis des recommandations et motions ont été adoptées.

PUBBLICAZIONI E LAVORI DI RICERCA CON RIFERIMENTO ALL'UFFICIO VALDOSTANO

- M.G. Vacchina, *Verso la difesa civica europea. L'Ombudsman nel mondo di oggi* in Rivista *Parlamenti regionali,* n. 9, ed. F. Angeli, Roma ottobre 2003, pp. 120-123.
- M.G. Vacchina, *Indirizzo di saluto* e *Introduzione ai lavori*, in qualità di Coordinatore della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, in AA.VV., *Statuti regionali e garanzie. Il ruolo della Difesa civica,* a c. Ufficio Difensore civico e Consiglio regionale Veneto, Atti del Convegno di Venezia 31.10.2003, in "Difesa civica news" 2, a. c. Consiglio reg. Veneto-Università degli Studi di Padova, pp. 4-5.
- M.G. Vacchina, *Quali riforme in Italia per un sistema di difesa civica forte e diffusa* (ed. plurilingue europea) in AA.VV. *"Les Médiateurs d'Europe", Bulletin d'information par les soins du Médiateur européen, n°. 1, Strasburg octobre* 2003, pp. 38-40, e in *Rivista amministrativa eugubina,* Periodico della S.E.P.A., n. 4, Gubbio 2004, pp. 30-31.
- A.O.M.F., Atti del *III*^{ème} *Congrès statutarie* sul tema *L'Ombudsman/Médiateur, acteur de la trasparence administrative (Yasmine Hammamet* 14-17.10.2003), con *Allocution du Médiateur valdôtain* in qualità di *Secrétaire Générale* e intervento sul tema *Les techniques de persuasion de l'Ombudsman/Médiateur: ami ou ennemi de l'administration?),* Tunis-Aosta 2004, a c. M.G. Vacchina, pp. varie.
- M.G. Vacchina, *Quali riforme per un sistema di difesa civica forte e diffusa a tutela dei diritti dei Cittadini* in Atti del Convegno nazionale *Il ruolo della difesa civica per un rapporto equilibrato tra Cittadino e Pubblica Amministrazione,* a c. Difensore civico Regione Basilicata, Policoro 10-11.7.2003, Potenza 2004, pp. 23-26.
- M.G. Vacchina, *Una globalizzazione positiva: l'Ombudsman nel mondo di oggi* (ed. plurilingue europea) in AA.VV., *I Difensori civici d'Europa,* Bollettino d'informazione, a c. *Médiateur européen,* n. 2, aprile 2004, Strasburgo, pp. 40-42, e in *Rivista amministrativa eugubina*, periodico della S.E.P.A., n. 5 (Atti del Convegno 24.4.2004 sul tema *La figura del Difensore civico in Italia e nel mondo: esperienze a confronto*), Gubbio 2004, pp. 13-20.
- M.G. Vacchina, *La difesa civica regionale e il contesto europeo: quali sviluppi* in *Rivista amministrativa eugubina*, periodico della S.E.P.A, n. 5 (Atti del Convegno 24.4.2004 sul tema *La figura del Difensore civico in Italia e nel mondo: esperienze a confronto*), Gubbio 2004, pp. 21-32, e in AA.VV., Atti del Convegno a c. Difensore civico e Provincia di Padova, 26.3.2004, sul tema *Il Difensore civico quale utile mediatore nei rapporti tra il Cittadino e la Pubblica Amministrazione*, Padova 2005, pp. 8-18.
- M.G. Vacchina, *La difesa civica regionale e il contesto europeo* in Rivista *Parlamenti regionali,* n. 10, ed. F. Angeli, Roma settembre 2004, pp. 160-168, in *Forum della Rivista Parlamenti regionali,* www.parlamentiregionali.it, e in www.observatoriodelosderechoshumanos.org.
- M.G. Vacchina, *Allocution de bienvenue* e presidenza lavori, al *séminaire de formation de l'A.O.M.F. (Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie)* sul tema *Le triple défi de l'A.O.M.F. en rapport avec la Déclaration de Bamako*, Québec 6 septembre 2004, ed. *vidéo* Québec 2004.
- M.G. Vacchina, *Difesa civica e contesto europeo* in *I Difensori civici d'Europa* (ed. plurilingue europea), Bollettino d'informazione, a. c. *Médiateur éuropéen,* n. 3, ottobre 2004, Strasburgo, pp. 39-40.

- M.G. Vacchina, intervento sul tema *I diritti umani in ambito territoriale. Il ruolo delle Amministrazioni Pubbliche e del Difensore civico* in AA.VV., Conferenza int. a c. di C.P.L.R.E., Consiglio regionale ersità del Molise, Conferenze dei Presidenti dei Consigli regionali e dei Difensori civici regionali, Campobasso 8.10.2004 (in corso di stampa).
- M.G. Vacchina, *L'attività di controllo, il diritto di accesso agli atti e il Difensore civico: problemi e prospettive* e *Conclusioni* del *Convegno* in AA.VV., Atti del Convegno naz., a c. Consiglio regionale e Ufficio del Difensore civico della Basilicata, Maratea 22.10. 2004 (in corso di stampa).
- M.G. Vacchina, *L'Azienda pubblica. La responsabilità verso il Cittadino,* intervento al Corso di formazione manageriale Area tecnico-amministrativa U.S.L. sul tema *L'Area tecnico/amministrativa. Funzioni di supporto, la ricerca del giusto equilibrio tra rispetto dei profili formali e ricerca dell'efficienza produttiva*, Aosta 26.10.2004, ed. Cd-Rom Aosta 2005.
- M.G. Vacchina, *La Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome e le relazioni internazionali,* Relazione introduttiva al Seminario universitario su *Costituzione bolivariana: municipi e difensore del popolo*, organizzato da A.S.S.L.A.-Associazione di Studi sociali Latino-americani in collaborazione con la Società bolivariana di Roma e con la Facoltà di Giurisprudenza dell'Università "La Sapienza" di Roma, Roma 17.12.2004 (in corso di stampa).
- Alcune Tesi di specializzazione S.E.P.A. (Scuola eugubina di Pubblica Amministrazione).
- L. Salamanca, ricercatrice presso il *Département de Communication de l'Université catholique de Louvain*, coordinatrice della ricerca italo-belga (Università "La Sapienza" di Roma e *Université catholique de Louvain*) su *La médiation et la fonction de l'Ombudsman dans les Institutions publiques des deux Pays.*
- N. Di Biase, tesi di laurea su *Il Difensore civico*, Università degli Studi del Molise-Campobasso, Facoltà di Giurisprudenza, Relatore M. C. Spena, a. acc. 2003/4.
- MA *on Regional Institution of Ombudsman in democratic countries*, Candidato M. Biernacki, *Political science at Pultusk School of Humanities, Warszawa,* a. acc. 2004/5.
- R. Morrone, tesi di laurea in Diritto pubblico (titolo da definire), Università degli Studi di Torino, Facoltà di Giurisprudenza, Relatore S. Foà, a. acc. 2004/05.
- E. Distrotti, tesi di laurea in Diritto costituzionale regionale su *Il Difensore civico nella Regione Valle d'Aosta*, Università degli Studi di Torino, Facoltà di Giurisprudenza, Relatore A.M. Poggi, a. acc. 2004/05

PROPOSTE DI MIGLIORAMENTI NORMATIVI E AMMINISTRATIVI
(R.A.V.A., U.S.L., A.R.E.R., COMUNI E COMUNITA' MONTANE, MINISTERI)

R.A.V.A.

- A richiesta del Coordinatore del Dipartimento Personale e Organizzazione, si esaminano, in funzione preventiva, alcuni aspetti delle ipotesi di accordo in materia di norme di garanzia del funzionamento dei servizi pubblici essenziali in caso di sciopero, al fine di eventuali integrazioni al testo, che, al momento, pare idoneo.

- Su istanza di Cittadini e Associazioni, si contattano il Coordinatore del Dipartimento Personale e Organizzazione e il Direttore dell'Ufficio del Lavoro, al fine di valutare la possibilità di realizzare alcune proposte lavorative inoltrate al Difensore civico da Cittadini disabili.

- Su istanza di Cittadini, si interviene presso il Presidente della Regione al fine di sollecitare un richiamo alla corretta applicazione della normativa in materia di bilinguismo, con riferimento alla possibilità di sostenere i pubblici concorsi in lingua francese, che sembra disattesa da qualche Comune.

- A seguito di segnalazioni di irregolarità nello svolgimento di un concorso pubblico, verificata la sussistenza di lacune e imprecisioni nella verbalizzazione, si interviene presso il Coordinatore del Dipartimento Personale e Organizzazione per promuovere l'adozione di criteri valutativi e di verbalizzazione più chiari e un'adeguata spiegazione degli stessi ai candidati prima dell'espletamento delle prove, nell'ottica della trasparenza e imparzialità dell'attività amministrativa, con esito di accoglimento delle osservazioni e di impegno ad impartire direttive alle future Commissioni.

- A seguito di istanze e su segnalazione di Istituzioni, Assistenti sociali e Associazioni, si interviene presso il Presidente della Regione, l'Assessore al Territorio, Ambiente e Opere pubbliche e il Presidente della Commissione E.R.P., al fine di promuovere un'interpretazione delle disposizioni di assegnazione alloggi che tenga conto della concreta situazione di disagio e/o emergenza abitativa a prescindere da rigide definizioni delle cause, con esito di condivisione da parte dell'Assessore e di disponibilità al potenziamento di strumenti che consentano di conciliare l'emergenza casa con la scarsità di alloggi disponibili; a seguito di ulteriori complesse istanze, sentita la Direzione A.R.E.R., a parziale modifica di quanto stabilito nella deliberazione di Giunta n. 5004/01, si è proposto di predisporre due graduatorie dei casi riconosciuti in emergenza abitativa, al fine di distinguere i nuclei sfrattati da quelli con soggetti portatori di *handicap* motorio o sensoriale, in vista di una più idonea e trasparente assegnazione di alloggi in riferimento a posizione in graduatoria e tempi di attesa; in relazione poi a nuove e diffuse problematiche concernenti la normativa in materia di E.R.P., nell'ambito di una riunione - *ex* art. 12, c. 1, lett. c), L. r. n. 17/01 - con il Sindaco di Aosta e il C.C.I.E., si concorda l'opportunità di promuovere presso le competenti sedi politiche e amministrative una generale revisione della L. r. n. 39/95 e succ. mod., con riferimento ai parametri di adeguatezza degli alloggi in assegnazione (specie per nuclei numerosi) e ai requisiti di accesso all'emergenza abitativa, rendendosi disponibili a partecipare ai relativi lavori che il Sindaco si impegna ad attivare; nel frattempo, con particolare riferimento ai casi di famiglie extracomunitarie ospitate in alloggi E.R.P. e con il sostegno del C.C.I.E., si promuove presso la Questura un'interpretazione della L. r. n. 39/95 e succ. mod. conforme alla legittima applicazione che ne viene fatta dai competenti Organi regionali e locali; infine, a seguito di consolidata

collaborazione con A.R.E.R. e Comune di Aosta, relativamente alla necessità di nuove costruzioni di E.R.P. per far fronte alle concrete esigenze, soprattutto dei nuclei numerosi, si partecipa con favore alla conferenza-stampa relativa all'intervento di nuova costruzione interessante il Quartiere Dora di Aosta, auspicando che analoghe iniziative vengano adottate in sinergia tra R.A.V.A. e Comuni sull'intero territorio regionale.

- A seguito di istanze da parte di Cittadini, Associazioni ed Enti, si interviene presso il Presidente della Regione, il Direttore dell'Agenzia del Lavoro, il Direttore gen. U.S.L., i Sindaci dei Comuni convenzionati, il Presidente della Comunità montana Valdigne-Mont Blanc, il C.E.L.V.A., il Direttore della Direzione del Lavoro, promuovendo prese di posizione e riunioni congiunte, al fine di evidenziare l'opportunità di dare attuazione - in armonia con la più recente evoluzione normativa e giurisprudenziale, anche comunitaria, in materia di inserimento lavorativo di soggetti privi della Cittadinanza europea presso Enti pubblici, non ostante il parere negativo espresso dal Dipartimento della Funzione pubblica - alla possibilità di accesso, da parte di extracomunitari dotati di regolare permesso di soggiorno per motivi di lavoro, a posti di lavoro che comportino lo svolgimento di mansioni all'esterno della sede dell'Ente (es. giardiniere, autista), con esito di fattiva disponibilità *de iure condendo*.

- A seguito di segnalazioni pervenute da Cittadini e Associazioni, si evidenzia all'Assessore alla Sanità, Salute e Politiche sociali e al Dirigente del Servizio Famiglia e Politiche giovanili, così come al Direttore gen. U.S.L., l'opportunità di improntare l'attività di assistenza socio-sanitaria espletata sul territorio valdostano a spirito meno sanzionatorio e più collaborativo e solutorio dei disagi sociali emergenti, con esito di programmazione coinvolgente l'operato dell'Ufficio minori e Politiche giovanili e dell'U.B. psicologia dell'U.S.L..

- A seguito di istanze, si propone all'Assessore alla Sanità, Salute e Politiche sociali e al Capo Servizio Famiglia e Politiche giovanili di valutare la possibilità di istituire un organigramma riguardante la dislocazione delle Assistenti sociali in tutta la Valle idoneo ad assicurare adeguata copertura anche delle sedi distaccate.

- Su segnalazione di un Collega, si offre pieno sostegno ad iniziative volte alla diffusione di *Brochure* informativa concernente i diritti dei bambini disabili, inoltrandone copia agli Organi competenti, onde promuovere l'adozione di iniziative in relazione alla situazione valdostana.

- A seguito di istanze e su segnalazione dei Servizi sociali, a tutela dell'equità si è intervenuti presso i competenti Uffici dei Ministeri dell'Interno e dell'Economia e Finanze, affinché venga valutata la possibilità di ottenere, mediante modifica della L. n. 40/98 confluita nel D. lv. n. 286/98, la decorrenza delle provvidenze economiche spettanti a Cittadini stranieri invalidi civili a partire dal primo giorno del mese successivo alla presentazione della richiesta della carta di soggiorno, una volta rilasciata, con esito di sostegno della proposta nell'ambito della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome e da parte degli Uffici ministeriali competenti.

- A seguito di segnalazioni e di verifica dei tempi di certificazione dell'invalidità ed erogazione delle relative provvidenze economiche, con conseguente aggravamento o insorgenza di casi sociali, in vista anche del riconoscimento tempestivo ai famigliari che lavorano delle agevolazioni di cui alla L. n. 104/92, si chiede all'Assessore alla Sanità, Salute e Politiche sociali, al Direttore della Direzione Politiche sociali e al Capo Servizio Invalidi civili di considerare l'esigenza di definire in tempi ragionevoli le pratiche di competenza, in

ossequio peraltro alla *ratio* della normativa, nonché, se del caso, di rivedere l'organizzazione complessiva delle modalità di accertamento.

- In relazione all'adeguamento del minimo vitale compiuto dalla Giunta regionale a favore dei soggetti in stato di disagio economico, che si recepisce favorevolmente, si interviene presso l'Assessore alla Sanità, Salute e Politiche sociali per promuovere l'innalzamento dei requisiti economici minimi richiesti per l'accesso alle diverse sovvenzioni erogabili dalle Amministrazioni regionale e locali, nonché il ridimensionamento delle contribuzioni dei Cittadini ai servizi sociali.

- Su segnalazione di Istituzioni e Associazioni, si propone al Presidente della Regione, all'Assessore alle Attività produttive e Politiche del Lavoro di volersi attivare, per quanto di competenza, affinché le Commissioni preposte al giudizio di progetti destinati al pubblico utilizzo siano composte da soggetti in possesso dei titoli di studio atti a garantire, anche formalmente, a tutela della stessa Pubblica Amministrazione, idonea competenza operativa. In particolare, si chiede l'inserimento di un membro in possesso di laurea giuridica o economica, con conoscenza del diritto del lavoro, nella Commissione preposta alla valutazione dei progetti presentati all'Agenzia del Lavoro, con esito di condivisione per il futuro.

- Su segnalazione di problemi relativi al blocco di *Carte Vallée* rubata o smarrita, si interviene presso l'Assessore alle Attività Produttive e Politiche del Lavoro, proponendo la predisposizione di sistemi che permettano il blocco della Carta in tempi più rapidi e che siano attivi anche nei giorni festivi, onde impedire successivi furti carburante, con esito sostanzialmente positivo.

- In riferimento a problematiche connesse alla procedura di espropriazione per pubblica utilità, in particolare a tempi e modalità di determinazione ed erogazione della relativa indennità, già portate all'attenzione degli Organi competenti, si esamina la nuova normativa regionale in materia (L. r. n. 11/04), constatando l'introduzione di istituti e procedure in linea con le proposte di miglioramento avanzate dal Difensore civico e restando in attesa delle relative applicazioni regolamentari.

- Su richiesta del Direttore della Casa circondariale di Brissogne, di Volontari operanti all'interno dell'Istituto e in relazione alle esigenze sanitarie dei detenuti, si rinnova al Direttore gen. U.S.L. la richiesta di inserire nell'*équipe* che si occupa del Penitenziario un Infettivologo e un Esperto in psicologia-psichiatria al fine di promuovere la massima collaborazione tra struttura carceraria e servizio sanitario; si è proposto altresì e ottenuto dal Direttore gen. U.S.L. e dall'Assessore reg. alla Sanità, Salute e Politiche sociali di realizzare sul territorio valdostano un sistema di organizzazione e gestione degli esami clinici su soggetti detenuti che consenta di evitare lo spostamento dal Carcere, nell'ottica del recupero del ristretto e della pace sociale; successivamente, a seguito di esiti di riunioni congiunte, si provvede a convocare l'Assessore reg. alla Sanità, Salute e Politiche sociali, il Sovrintendente agli Studi e il Direttore della Casa circondariale di Brissogne al fine di valutare la possibilità di redigere un nuovo *Protocollo di Intesa* tra R.A.V.A. e Ministero della Giustizia, volto a meglio definire e organizzare i relativi servizi, promuovendo l'iniziativa presso il Presidente della Regione; a tal fine si riceve mandato dall'Assessore reg. alla Sanità, Salute e Politiche sociali, a sua volta delegato dal Presidente della Regione, per il coordinamento delle attività, che sono ormai *in itinere*.

- A seguito di istanze, si propone all'Assessore all'Istruzione e Cultura di rivedere alcuni aspetti della normativa reg. in materia di provvidenze economiche da destinare agli studenti universitari (L. r. n. 30/98 e

relativi bandi), insistendo affinché i benefici economici vengano riconosciuti anche ai soggetti che presentano richiesta di equipollenza della laurea conseguita all'estero (proposta reiterata e precedentemente accolta).

- In relazione a casi coinvolgenti minorenni, si interviene presso il Sovrintendente agli Studi al fine di promuovere l'adozione di direttive comportamentali volte ad improntare i rapporti scuola-famiglia a maggior dialogo, collaborazione e reciproca fiducia, per la positiva soluzione di situazioni di disagio, con esito di proficua progammazione.

- In relazione a problematica concernente la configurazione del servizio di asili nido, si esamina documentazione di interesse e si propone ai Presidenti della Regione e del Consiglio e agli Assessori alla Sanità, Salute e Politiche sociali e all'Istruzione e Cultura di valutare la possibilità di un nuovo inquadramento del servizio, nell'ottica di un unico processo formativo - da zero a sei anni - caratterizzato dalla continuità tra asilo nido e scuola materna, restando a disposizione per l'esame congiunto della proposta.

- A seguito di lamentata indisponibilità nel servizio di apertura al pubblico dell'Ufficio Trasporti e Infrastrutture sportive dell'Assessorato del Turismo, Sport, Commercio, Trasporti e Affari europei, al fine di evitare incomprensioni tra Amministrazione e utenza, si è proposto e ottenuto di rendere note, mediante affissione di avviso scritto, le relative modalità di prestazione.

U.S.L.

- Su richiesta del Direttore della Casa circondariale di Brissogne, di Volontari operanti all'interno dell'Istituto e in relazione alle esigenze sanitarie dei detenuti, si rinnova al Direttore gen. U.S.L. la richiesta di inserire nell'*équipe* che si occupa del Penitenziario un Infettivologo e un Esperto in psicologia-psichiatria al fine di promuovere la massima collaborazione tra struttura carceraria e servizio sanitario; si è proposto altresì e ottenuto dal Direttore gen. U.S.L. e dall'Assessore reg. alla Sanità, Salute e Politiche sociali di realizzare sul territorio valdostano un sistema di organizzazione e gestione degli esami clinici su soggetti detenuti che consenta di evitare lo spostamento dal Carcere, nell'ottica del recupero del ristretto e della pace sociale; successivamente, a seguito di esiti di riunioni congiunte, si provvede a convocare l'Assessore reg. alla Sanità, Salute e Politiche sociali, il Sovrintendente agli Studi e il Direttore della Casa circondariale di Brissogne al fine di valutare la possibilità di redigere un nuovo *Protocollo di Intesa* tra R.A.V.A. e Ministero della Giustizia, volto a meglio definire e organizzare i relativi servizi, promuovendo l'iniziativa presso il Presidente della Regione; a tal fine si riceve mandato dall'Assessore reg. alla Sanità, Salute e Politiche sociali, a sua volta delegato dal Presidente della Regione, per il coordinamento delle attività, che sono ormai *in itinere*.

- A seguito di istanze da parte di Cittadini, Associazioni ed Enti, si interviene presso il Presidente della Regione, il Direttore dell'Agenzia del Lavoro, il Direttore gen. U.S.L., i Sindaci dei Comuni convenzionati, il Presidente della Comunità montana Valdigne-Mont Blanc, il C.E.L.V.A., il Direttore della Direzione del Lavoro, promuovendo prese di posizione e riunioni congiunte, al fine di evidenziare l'opportunità di dare attuazione - in armonia con la più recente evoluzione normativa e giurisprudenziale, anche comunitaria, in materia di inserimento lavorativo di soggetti privi della Cittadinanza europea presso Enti pubblici, non ostante il parere negativo espresso dal Dipartimento della Funzione pubblica - alla possibilità di accesso, da parte di extracomunitari dotati di regolare permesso di soggiorno per motivi di lavoro, a posti di lavoro che

comportino lo svolgimento di mansioni all'esterno della sede dell'Ente (es. giardiniere, autista), con esito di fattiva disponibilità *de iure condendo*.

- A seguito di segnalazioni pervenute da Cittadini e Associazioni, si evidenzia all'Assessore alla Sanità, Salute e Politiche sociali e al Dirigente del Servizio Famiglia e Politiche giovanili, così come al Direttore gen. U.S.L., l'opportunità di improntare l'attività di assistenza socio-sanitaria espletata sul territorio valdostano a spirito meno sanzionatorio e più collaborativo e solutorio dei disagi sociali emergenti, con esito di programmazione coinvolgente l'operato dell'Ufficio minori e Politiche giovanili e dell'U.B. psicologia dell'U.S.L..

- In relazione ad istanze pervenute, si interviene presso il Direttore gen. per proporre una più efficiente organizzazione dell'attività svolta dalle Commissioni preposte alle visite medico-legali per il rilascio di patente di guida a favore di soggetti portatori di *handicap* ovvero per l'accertamento dell'idoneità al lavoro, con particolare riferimento ai tempi per la valutazione e successivi adempimenti di legge.

- Su segnalazione di un Collega, si offre pieno sostegno ad iniziative volte alla diffusione di *Brochure* informativa concernente i diritti dei bambini disabili, inoltrandone copia agli Organi competenti, onde promuovere l'adozione di iniziative in relazione alla situazione valdostana.

A.R.E.R.

- A seguito di istanze e su segnalazione di Istituzioni, Assistenti sociali e Associazioni, si interviene presso il Presidente della Regione, l'Assessore al Territorio, Ambiente e Opere pubbliche e il Presidente della Commissione E.R.P., al fine di promuovere un'interpretazione delle disposizioni di assegnazione alloggi che tenga conto della concreta situazione di disagio e/o emergenza abitativa a prescindere da rigide definizioni delle cause, con esito di condivisione da parte dell'Assessore e di disponibilità al potenziamento di strumenti che consentano di conciliare l'emergenza casa con la scarsità di alloggi disponibili; a seguito di ulteriori complesse istanze, sentita la Direzione A.R.E.R., a parziale modifica di quanto stabilito nella deliberazione di Giunta n. 5004/01, si è proposto di predisporre due graduatorie dei casi riconosciuti in emergenza abitativa, al fine di distinguere i nuclei sfrattati da quelli con soggetti portatori di *handicap* motorio o sensoriale, in vista di una più idonea e trasparente assegnazione di alloggi in riferimento a posizione in graduatoria e tempi di attesa; in relazione poi a nuove e diffuse problematiche concernenti la normativa in materia di E.R.P., nell'ambito di una riunione - *ex* art. 12, c. 1, lett. c), L. r. n. 17/01 - con il Sindaco di Aosta e il C.C.I.E., si concorda l'opportunità di promuovere presso le competenti sedi politiche e amministrative una generale revisione della L. r. n. 39/95 e succ. mod., con riferimento ai parametri di adeguatezza degli alloggi in assegnazione (specie per nuclei numerosi) e ai requisiti di accesso all'emergenza abitativa, rendendosi disponibili a partecipare ai relativi lavori che il Sindaco si impegna ad attivare; nel frattempo, con particolare riferimento ai casi di famiglie extracomunitarie ospitate in alloggi E.R.P. e con il sostegno del C.C.I.E., si promuove presso la Questura un'interpretazione della L. r. n. 39/95 e succ. mod. conforme alla legittima applicazione che ne viene fatta dai competenti Organi regionali e locali; infine, a seguito di consolidata collaborazione con A.R.E.R. e Comune di Aosta, relativamente alla necessità di nuove costruzioni di E.R.P. per far fronte alle concrete esigenze, soprattutto dei nuclei numerosi, si partecipa con favore alla conferenza-stampa relativa all'intervento di nuova costruzione interessante il Quartiere Dora di Aosta, auspicando che analoghe iniziative vengano adottate in sinergia tra R.A.V.A. e Comuni sull'intero territorio regionale.

COMUNI E COMUNITA' MONTANE

- A seguito di istanze e su segnalazione di Istituzioni, Assistenti sociali e Associazioni, si interviene presso il Presidente della Regione, l'Assessore al Territorio, Ambiente e Opere pubbliche e il Presidente della Commissione E.R.P., al fine di promuovere un'interpretazione delle disposizioni di assegnazione alloggi che tenga conto della concreta situazione di disagio e/o emergenza abitativa a prescindere da rigide definizioni delle cause, con esito di condivisione da parte dell'Assessore e di disponibilità al potenziamento di strumenti che consentano di conciliare l'emergenza casa con la scarsità di alloggi disponibili; a seguito di ulteriori complesse istanze, sentita la Direzione A.R.E.R., a parziale modifica di quanto stabilito nella deliberazione di Giunta n. 5004/01, si è proposto di predisporre due graduatorie dei casi riconosciuti in emergenza abitativa, al fine di distinguere i nuclei sfrattati da quelli con soggetti portatori di *handicap* motorio o sensoriale, in vista di una più idonea e trasparente assegnazione di alloggi in riferimento a posizione in graduatoria e tempi di attesa; in relazione poi a nuove e diffuse problematiche concernenti la normativa in materia di E.R.P., nell'ambito di una riunione - *ex* art. 12, c. 1, lett. c), L. r. n. 17/01 - con il Sindaco di Aosta e il C.C.I.E., si concorda l'opportunità di promuovere presso le competenti sedi politiche e amministrative una generale revisione della L. r. n. 39/95 e succ. mod., con riferimento ai parametri di adeguatezza degli alloggi in assegnazione (specie per nuclei numerosi) e ai requisiti di accesso all'emergenza abitativa, rendendosi disponibili a partecipare ai relativi lavori che il Sindaco si impegna ad attivare; nel frattempo, con particolare riferimento ai casi di famiglie extracomunitarie ospitate in alloggi E.R.P. e con il sostegno del C.C.I.E., si promuove presso la Questura un'interpretazione della L. r. n. 39/95 e succ. mod. conforme alla legittima applicazione che ne viene fatta dai competenti Organi regionali e locali; infine, a seguito di consolidata collaborazione con A.R.E.R. e Comune di Aosta, relativamente alla necessità di nuove costruzioni di E.R.P. per far fronte alle concrete esigenze, soprattutto dei nuclei numerosi, si partecipa con favore alla conferenza-stampa relativa all'intervento di nuova costruzione interessante il Quartiere Dora di Aosta, auspicando che analoghe iniziative vengano adottate in sinergia tra R.A.V.A. e Comuni sull'intero territorio regionale.

- A seguito di istanze da parte di Cittadini, Associazioni ed Enti, si interviene presso il Presidente della Regione, il Direttore dell'Agenzia del Lavoro, il Direttore gen. U.S.L., i Sindaci dei Comuni convenzionati, il Presidente della Comunità montana Valdigne-Mont Blanc, il C.E.L.V.A., il Direttore della Direzione del Lavoro, promuovendo prese di posizione e riunioni congiunte, al fine di evidenziare l'opportunità di dare attuazione - in armonia con la più recente evoluzione normativa e giurisprudenziale, anche comunitaria, in materia di inserimento lavorativo di soggetti privi della Cittadinanza europea presso Enti pubblici, non ostante il parere negativo espresso dal Dipartimento della Funzione pubblica - alla possibilità di accesso, da parte di extracomunitari dotati di regolare permesso di soggiorno per motivi di lavoro, a posti di lavoro che comportino lo svolgimento di mansioni all'esterno della sede dell'Ente (es. giardiniere, autista), con esito di fattiva disponibilità *de iure condendo*.

- Su segnalazione di Cittadini, si interviene presso l'Assessore alle Politiche sociali del Comune di Aosta per promuovere l'adozione di una modulistica di iscrizione presso gli asili nido più chiara e completa in riferimento alla presenza e disponibilità di educatori e ausilii tecnici per bambini disabili, con esito di sollecito accoglimento della proposta e assicurazione per il futuro.

- Su segnalazione di un Collega, si offre pieno sostegno ad iniziative volte alla diffusione di *Brochure*

informativa concernente i diritti dei bambini disabili, inoltrandone copia agli Organi competenti, onde promuovere l'adozione di iniziative in relazione alla situazione valdostana.

MINISTERI

- A seguito di istanze e su segnalazione dei Servizi sociali, a tutela dell'equità si è intervenuti presso i competenti Uffici dei Ministeri dell'Interno e dell'Economia e Finanze, affinché venga valutata la possibilità di ottenere, mediante modifica della L. n. 40/98 confluita nel D. lv. n. 286/98, la decorrenza delle provvidenze economiche spettanti a Cittadini stranieri invalidi civili a partire dal primo giorno del mese successivo alla presentazione della richiesta della carta di soggiorno, una volta rilasciata, con esito di sostegno della proposta nell'ambito della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome e da parte degli Uffici ministeriali competenti.

- Su richiesta del Direttore della Casa circondariale di Brissogne, di Volontari operanti all'interno dell'Istituto e in relazione alle esigenze sanitarie dei detenuti, si rinnova al Direttore gen. U.S.L. la richiesta di inserire nell'*équipe* che si occupa del Penitenziario un Infettivologo e un Esperto in psicologia-psichiatria al fine di promuovere la massima collaborazione tra struttura carceraria e servizio sanitario; si è proposto altresì e ottenuto dal Direttore gen. U.S.L. e dall'Assessore reg. alla Sanità, Salute e Politiche sociali di realizzare sul territorio valdostano un sistema di organizzazione e gestione degli esami clinici su soggetti detenuti che consenta di evitare lo spostamento dal Carcere, nell'ottica del recupero del ristretto e della pace sociale; successivamente, a seguito di esiti di riunioni congiunte, si provvede a convocare l'Assessore reg. alla Sanità, Salute e Politiche sociali, il Sovrintendente agli Studi e il Direttore della Casa circondariale di Brissogne al fine di valutare la possibilità di redigere un nuovo *Protocollo di Intesa* tra R.A.V.A. e Ministero della Giustizia, volto a meglio definire e organizzare i relativi servizi, promuovendo l'iniziativa presso il Presidente della Regione; a tal fine si riceve mandato dall'Assessore reg. alla Sanità, Salute e Politiche sociali, a sua volta delegato dal Presidente della Regione, per il coordinamento delle attività, che sono ormai *in itinere*.

- A seguito di istanze da parte di Cittadini, Associazioni ed Enti, si interviene presso il Presidente della Regione, il Direttore dell'Agenzia del Lavoro, il Direttore gen. U.S.L., i Sindaci dei Comuni convenzionati, il Presidente della Comunità montana Valdigne-Mont Blanc, il C.E.L.V.A., il Direttore della Direzione del Lavoro, promuovendo prese di posizione e riunioni congiunte, al fine di evidenziare l'opportunità di dare attuazione - in armonia con la più recente evoluzione normativa e giurisprudenziale, anche comunitaria, in materia di inserimento lavorativo di soggetti privi della Cittadinanza europea presso Enti pubblici e, non ostante il parere negativo espresso dal Dipartimento della Funzione pubblica - alla possibilità di accesso, da parte di extracomunitari dotati di regolare permesso di soggiorno per motivi di lavoro, a posti di lavoro che comportino lo svolgimento di mansioni all'esterno della sede dell'Ente (es. giardiniere, autista), con esito di fattiva disponibilità *de iure condendo*.

- Su istanza di Cittadini, Associazioni e C.C.I.E.-Centro comunale Immigrati extracomunitari di Aosta, che segnalano la mancata iscrizione nelle liste delle Sezioni circoscrizionali per l'Impiego e il Collocamento di Cittadini extracomunitari nelle more del rinnovo del permesso di soggiorno, oltre al mancato avvio al lavoro dei soggetti già iscritti e alla perdita dell'indennità di disoccupazione, si interviene ripetutamente presso il

Direttore della Direzione reg. del Lavoro per chiarimenti aggiuntivi e in vista di possibile soluzione, con esito finalmente positivo.

- Su istanza di Cittadini e Associazioni, si contattano il Coordinatore del Dipartimento Personale e Organizzazione e il Direttore dell'Ufficio del Lavoro, al fine di valutare la possibilità di realizzare alcune proposte lavorative inoltrate al Difensore civico da Cittadini disabili.

- Su istanza di Cittadini, che espongono problemi concernenti tempi di riammissione a selezioni su chiamata pubblica, si convoca il Direttore della Direzione reg. del Lavoro per un esame congiunto in vista di un'equa soluzione, con esito positivo per miglioramento del servizio.

- In relazione a gravi casi sociali, da tempo seguiti dall'Ufficio, si convocano il Dirigente dell'Ufficio Immigrazione della Questura, il Sindaco del Comune di Aosta e il Responsabile del C.C.I.E., per l'esame congiunto della possibile applicazione della normativa in materia di rilascio della carta di soggiorno adeguata ai criteri ispiratori della normativa regionale in materia E.R.P., cui la prima rinvia.

- A seguito di istanze e in qualità di Coordinatore della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, si interviene, con esito di riscontro solo formale, presso un Rettore di Università, chiedendo di voler prendere in considerazione l'opportunità di rivedere i criteri di ammissione alle Scuole di specializzazione mediche, prevedendo la possibilità di accettare, in qualità di soprannumerari, Medici italiani che lavorano in paesi dell'U.E.; si ripropone pertanto ai competenti Ministeri di voler assicurare su tutto il territorio nazionale tale possibilità, a garanzia di equità e di rispetto della normativa europea.

- Su segnalazione di un Collega, si esaminano le proposte di modifica alla L. n. 210/92, in materia di indennizzo a favore dei soggetti danneggiati da complicanze irreversibili da vaccinazioni, trasfusioni e somministrazioni di emoderivati, illustrate in sede di Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome, promuovendo l'iniziativa presso i competenti Ministeri, con esito positivo.

ISTANZE

Le rôle de l'ombudsman ou du médiateur est difficile à exercer. Appelé à dénoncer certains abus de l'administration publique et à obtenir la correction d'erreurs de l'Administration à l'égard du citoyen, il doit pouvoir le faire en toute indépendance. Par ailleurs, il doit créer, avec l'administration publique, un climat propice à la coopération
(I.O.I. - Québec 2004)

Les ombudsmans ou les médiateurs consacrent une partie de leurs énergies à la défense des droits des exclus. Or, qui est davantage un exclus que celui que l'on retire de la société civile pour le garder en détention? Contribuer au respect des valeurs démocratiques, telles la dignité de tout être humain, constitue parfois un défi de taille à l'égard de cette clientèle particulière
(I.O.I. - Québec 2004)

Les médiateurs et ombudsmans du monde ont fait apparaître un souci commun, celui d'être au-delà de leur rôle premier de "facilitateur" des relations entre administrateurs et usagers, des protecteurs des citoyens, des garants de l'Etat de droit et des défenseurs vigilants des droits de l'Homme
(J.-P. Delevoye)

Il Cittadino deve essere educato non con i favori, ma con la giustizia; non con le pretese di privilegi e vantaggi individuali, con le raccomandazioni per ottenere quel che non è giusto, ma con l'equa valutazione dei bisogni e delle esigenze collettive
(L. Sturzo)

Gli otto valori della Pa: imparzialità, legalità, integrità, trasparenza, efficienza, uguaglianza, responsabilità, giustizia
(Rapporto Ocse 2000)

Si la démocratie favorise l'égalité entre les personnes, la condition sociale constitue parfois un frein à son exercice
(I.O.I. -Québec 2004)

La povertà è la forma più dura di violenza
(N. Mandela)

Iexige tus derechos. Cumple tus responsabilidades!
(Motto Defensoria del Pueblo Ecuador)

L'équité corrige les erreurs que l'application du droit peut commettre
(Y. Gaudemet)

L'Ombudsman: le droit à la justice pour tous
(D. Jacoby)

R.A.V.A.

a) Generale

DIFENSORE CIVICO: trecentocinquantadue Cittadini chiedono di approfondire le competenze del Difensore civico regionale, con riferimento anche alle *Convenzioni* con Comuni e Comunità montane e alla sussidiarietà *ex* art. 118 Cost.. In relazione alle problematiche concernenti il diritto di accesso alla documentazione amministrativa in riferimento al ruolo del Difensore civico, si esaminano le modifiche alla L. n. 241/90 di cui alla L. n. 15/05, anche in vista delle riunioni della Conferenza nazionale dei Difensori civici delle Regioni e delle Province autonome. Su richiesta di cinque Associazioni di Consumatori, riconosciute in Valle, si resta e disposizione per un incontro volto all'esame delle rispettive competenze e operatività.

TRASPARENZA: duecentotredici Cittadini e due Società chiedono di approfondire il diritto di accesso e duecentoventisette e due Società l'obbligo di motivazione, di cui alle L. n. 241/90 e succ. mod. e L. r. n. 18/99; trentasette la pratica della raccomandata a mano; ventotto l'autocertificazione; trentasette lo snellimento dei procedimenti amministrativi; sessantasei e due Società il diritto alla *privacy* e la tutela dei dati personali in rapporto agli Enti pubblici. Su istanza di due Cittadini, si provvede ad illustrare la procedura di predisposizione di una lista elettorale; su istanza di diciassette, la normativa in materia di concessione dell'indennità di bilinguismo, con riferimento anche a tempi e modalità di erogazione; su istanza di dodici, aspetti della normativa in materia di vigilanza esercitata dall'Amministrazione sulla liquidazione coatta di Consorzi regionali. Su istanza di ventiquattro Cittadini, si esaminano variazioni apportate dal Consiglio regionale al bilancio di previsione per l'anno 2004; su istanza di otto e per quanto di competenza, si approfondisce un documento approvato dal Consiglio regionale in tema di controllo di atti e comportamenti dell'apparato regionale. Nell'ambito della consolidata collaborazione con l'Amministrazione regionale, si prende atto del funzionamento dell'U.R.P..

A.R.P.A.: duecentotrentacinque Cittadini e due Associazioni chiedono informazioni sulle competenze e procedure dell'Agenzia.

R.A.V.: su istanza di due Cittadini, si interviene nuovamente presso il Presidente R.A.V. per sollecitare la definizione di un procedimento di occupazione ed espropriazione di aree private che si protrae da anni, non ostante precedenti assicurazioni al Difensore civico, con esito finalmente positivo.

ENTI PRIVATI/PUBBLICO SERVIZIO: a duecentocinquantadue Cittadini si forniscono informazioni sulle competenze del Difensore civico in materia di Enti privati gestori di pubblico servizio; a quindici in materia di obbligo di motivazione degli atti (e si interviene presso il Coordinatore di una Cooperativa per chiarimenti in merito alle modalità di organizzazione e svolgimento selezioni, con esito di collaborazione per futuro miglioramento); a cinquantaquattro in merito a Cooperative sociali.

b) Presidenza del Consiglio

Su richiesta di sei Associazioni valdostane di Consumatori, riunite in un Coordinamento, si partecipa ad una serie di incontri promossi dal Presidente del Consiglio reg., volti all'esame congiunto delle problematiche di interesse per opportuna collaborazione a servizio dei Cittadini.

In relazione a problematica relativa all'impiego delle risorse economiche derivanti dal Fondo Sociale Europeo per progetti destinati allo sviluppo delle fasce deboli e a seguito di istanza di Cittadini ed Enti, si provvede a richiedere copia della risposta ad interpellanza regionale.